

Clarté

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

Jan. Fév. 2021 - numéro 38

Éditorial : la COVID19 n'est pas la fin de l'Histoire!

Depuis le 2e confinement, tous et toutes ajoutent leur grain de sel pour dénoncer ou appuyer les mesures sanitaires du gouvernement Legault. Sans être médecins, nous ne pouvons que constater que les mesures adoptées sont contradictoires, ce qui attise ce genre de débats.

À cet effet, soulignons la presse à sensation qui s'en donne à coeur joie pour faire état des contraventions distribuées aux individus qui ne suivent pas les consignes sanitaires, générant un faux sentiment d'urgence et de nécessité de ces mesures. Pourtant, lorsqu'il s'agit d'expliquer pourquoi des entreprises qui n'ont rien d'un service essentiel comme la fabrique de cigarettes JTI McDonald continuent de rouler à plein régime, aucune réponse. C'est d'autant plus troublant que les lieux de travail représentent le plus important foyer de transmission de la COVID19.

De plus, alors qu'il est clair depuis le début de la 2e vague que l'autre grand foyer de transmission de COVID19, c'est l'école. Or, on demande aux professeurs d'enseigner selon les mêmes protocoles qu'à l'automne.

Résultat des courses : on en vient à se réjouir que moins de 2000 personnes soient infectées de la COVID19 alors que lors de la première vague, un nombre semblable aurait tôt fait de glacer le dos de la population. On n'essaie pas de stopper la propagation du virus, on cherche à "aplanir" la course - ce qui est un euphémisme pour ne pas avouer que les mesures qu'il faudrait appliquer auraient un impact trop important non pas sur l'économie en soi, mais sur les gains en capital des grandes multinationales.

Il reste qu'on entend toute sorte de débats en lien avec les mesures prises par le gouvernement Legault à savoir s'il s'agit des plus pertinentes. On débat du siphonnage de vaccins contre la COVID dont la plupart seraient sans doute plus utiles aux mains des agences de santé de différents pays dits en voie de développement qu'aux nôtres (où on espère vacciner les personnes les moins à risque avant que les agents de santé de différents pays ne soient immunisés). On donne toute latitude aux anti-masques conspirationnistes et fascistes pour promouvoir leurs idées de sorte que toute remise en question des mesures sanitaires y est assimilée.

Or, il n'est qu'une discussion qui ne soit pas débattue : la question des services publics, en particulier du service public de santé déjà mis à mal par des décennies de mal financement, de coupes budgétaires, de privatisations, de mise en compétition avec le privé et autres mesures qui tendent à faire des soins de santé une marchandise.

Alors que tous et toutes se disputent sur la question du vaccin - certes importante d'autant plus qu'il apparait de plus en plus clair qu'un vaccin générique aurait pu être produit

au Canada sans avoir à s'arrimer aux multinationales que sont Pfizer ou Moderna -, personne ne souligne l'aspect le plus important de cette crise sanitaire, à savoir l'effondrement de notre système de santé public.

À près d'un an depuis le début de la pandémie, comment se fait-il que François Legault s'en prenne entre autres au gouvernement fédéral et fasse pression pour fermer les frontières de façon plus hermétique (alors que les voyages internationaux ne comptent que pour 2% des transmissions de la COVID19) alors que le problème réel, c'est le système de santé public? Le Québec a été confiné depuis le mois de mars dernier, soit depuis plus de 10 mois. Ce confinement répondait du fait que les protocoles pour contrer la COVID19 n'étaient pas complets et du fait que notre système de santé n'était clairement pas prêt à affronter une pandémie.

Or, 10 mois plus tard, où sont les lits supplémentaires afin de répondre adéquatement à cette pandémie? Existents-ils même? Où sont les plans pour réinvestir massivement dans notre système de santé et le renationaliser de sorte que nos soins de santé relèvent d'un monopole public? Comment se fait-il que les médecins du secteur privé n'ont pas été réquisitionnés pour prêter main forte à leurs collègues du public?

Personne n'en parle, parce que c'est là que le bât blesse. Lors de notre dernier éditorial, nous avons souligné à quel point Legault était responsable de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il n'y a aucune raison pour que nous revenions là-dessus puisque ce que nous avions prédit ne s'est pas seulement avéré vrai, mais plus vrai que nature!

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, la COVID19 ne met pas l'histoire sur pause. Contrairement à ce qui ressort des discours quotidiens cousus de fil blanc de M. Legault, nous sommes loin de loger à la même enseigne devant cette pandémie. COVID19 ou pas, la lutte des classes se poursuit, pour ne pas dire qu'elle s'accroît.

Pour s'en convaincre, il suffit de parler aux travailleur-euses de première ligne (ceux que Legault qualifiait hypocritement d'anges-gardiens). Il suffit de voir la détresse sur les visages des travailleur-euses de la santé, surmenés et à bout, sur les visages des professeurs et enseignants également au bord de la crise de nerfs. Il suffit de se rappeler que pendant que 200 000 emplois ont été perdus au Québec l'an dernier, les magnats de la grande distribution, les 20 personnes les plus riches du Canada, bref la grande bourgeoisie monopoliste a vu sa fortune croître.

Non, la COVID19 n'est pas la fin de l'histoire, pour peu qu'on se rappelle que son moteur, c'est la lutte des classes!

Un vaccin n'est pas une marchandise !



Pour un vaccin générique libre de brevet : nationalisons les entreprises pharmaceutiques!



Parti communiste du Québec

particommunisteduquebec.ca
fb.com/pcq1965
@Pcqpcc

"Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous!"

La Gestion de l'offre menacée par l'AEUMC

Adrien Welsh

Début décembre 2020, les États-Unis accusent le Canada d'empêcher leurs producteurs laitiers d'accéder librement au marché canadien. Mise en cause : la gestion de l'offre. C'est là le premier litige commercial entre le Canada et les États-Unis dans le cadre de l'AEUMC.

Nombreux sont ceux et celles qui, dans les mouvements progressistes, ont salué l'abrogation du chapitre 11 de l'ancien ALENA, celui qui donnait la part belle aux grandes entreprises en matière de règlement de litiges commerciaux. En vertu de ce chapitre, le Canada a été poursuivi 40 fois pour 250 millions de dollars. Or, ce nouveau litige pave la voie à un mécanisme encore plus complaisant devant les grandes entreprises et a clairement dans la ligne de mire le mécanisme de gestion de l'offre qui permet aux petites exploitations agricoles de sortir la tête de l'eau. Du reste, la nouvelle mouture de l'ALENA se donne un droit de regard sur toutes modifications de nos systèmes économiques, dont notre système de gestion de l'offre (si jamais nous voulons le bonifier en faveur des petits

paysan-nes). Il limite également nos exportations aux États-Unis tout en nous vassalisant à ce marché puisqu'il inclut une clause restreignant toute tentative de commerce avec les pays « n'ayant pas des économies de marché » et empêche, par conséquent, toute tentative de traiter avec Cuba, la Chine ou le Vietnam dans des termes mutuellement bénéfiques.

Le Québec est particulièrement touché. La moyenne de têtes de bétail par troupeau dans une exploitation laitière s'y somme à 64, tandis qu'elle s'élève à 1056 en Californie. De plus, 70% de la production agricole du Québec est transformée ici même (contre 30% dans le reste du Canada), ce qui prouve qu'une attaque à la gestion de l'offre aura un impact non seulement sur les producteurs agricoles, mais aussi sur plusieurs emplois induits.

En outre, la cabale contre la gestion de l'offre au Québec par les États-Unis est risible puisque l'administration états-unienne subventionne grassement son industrie agricole notamment à travers le Farm Bill. L'agriculture y relève de

suite p. 3

Québec - Canada :
Crise du logement
Relance verte

p. 2

Classe contre classe :
PL59
COVID19 et travail en mer

p.3

Solidarité internationale :
Venezuela, Palestine...
Poing artistique

p. 4-7

Théorie marxiste:
Engels et la crise du capitalisme (2)

p. 8

Relance « verte » de Legault : un hold-up social

Comité national, PCQ-PCC

Le Parti communiste du Québec dénonce le plan pour une “relance verte” de François Legault qui ne représente rien de plus qu’un plan de subventions patronales camouflé sous une fausse prétention écologique. Nous joignons notre voix à tous ceux et celles qui s’y opposent et appelons à la mobilisation contre cette mascarade.

Vert, ce plan n’en a même pas le nom. En effet, les cibles qu’il propose ne représentent que 50% de celles qui font consensus auprès des scientifiques, soit la réduction de nos émissions de CO2 de 30% d’ici 2030 par rapport au niveau de 2005. Le 50% restant est relégué aux calendes grecques. Il est également à noter que Legault lui-même refuse de faire des cibles un objectif contraignant. Autrement dit, les entreprises pourront continuer à polluer à un niveau qui nous garantit de rater la cible la plus réaliste capable d’empêcher le réchauffement climatique à plus de 1,5 degrés. Ce plan nous mène à la catastrophe.

Comble du ridicule, ce plan ne s’attaque pas aux hydrocarbures, pas même au projet de GNL Québec qui à lui seul rendrait vains tous les maigres efforts fournis jusqu’à présent dans la réduction des émissions de GES.

De plus, une partie du financement se fera en ayant recours aux différentes bourses du carbone donc à travers le commerce de droits de polluer. Hydro-Québec, en vendant de l’énergie verte au Massachusetts, couvrira les émissions d’entreprises polluantes!

Il apparaît clair que le gouvernement de la CAQ n’a pas soudainement pris conscience de l’enjeu climatique. Il a simplement pris conscience que l’enjeu écologique lui permettrait d’accumuler un peu plus de capital politique.

Les seules garanties de ce plan ont été accordées au patronat, qui est le seul groupe à l’accueillir favorablement d’ailleurs. En effet, sous couvert de “concurrentialité” ou d’aides à la transition énergétique pour les plus gros pollueurs, le plan Legault propose de généreux financements aux entreprises privées. Un exemple risible que le gouvernement met

de l’avant en est la subvention de 8000\$ à ceux et celles qui seraient tentés (et qui en auraient les moyens) d’acheter des voitures électriques. Ce n’est ni plus ni moins qu’un cadeau pour les monopoles automobiles alors que cet argent aurait mieux fait d’être investi dans un système de transports collectif, public et gratuit et créateur d’emplois.

Croire que les entreprises n’en profiteront pas pour réorganiser la production, intensifier le rythme de travail (notamment à travers le télétravail souvent vanté comme bénéfique pour l’environnement) et organiser des mises à pied est illusoire. Il serait tout aussi illusoire de penser que les compagnies privées aient un intérêt quelconque dans la défense de l’environnement. Défendre l’environnement, réduire les émissions de gaz à effets de serre implique que les entreprises capitalistes aient un intérêt autre que celui d’accumuler du capital et reverser des dividendes aux actionnaires.

Derrière le plan en soi se cache un véritable hold-up social. Les chiffres parlent d’eux-mêmes: plus de 6 milliards de dollars seront investis pour une relance que seul la CAQ ose qualifier de verte. Or, cet argent servira principalement les intérêts des compagnies privées. En pleine crise sanitaire, alors que nous avons pu constater les conséquences tragiques de l’effondrement de notre système de santé, ne serait-il pas plus judicieux de réinvestir massivement dans nos services publics? D’en faire le coeur de la relance de l’activité économique? De désinvestir et taxer les grandes entreprises qui sont les principales responsables de la crise environnementale?

Communistes, nous soutenons qu’une relance ne peut être véritablement verte que si elle est fondamentalement basée sur les intérêts des masses populaires et non des actionnaires. La question écologique ne peut être dissociée de la nécessité de s’attaquer au système basé à la fois sur l’exploitation de la classe ouvrière et sur le pillage des ressources naturelles afin de maximiser les profits pour une minorité exploiteuse et parasitaire.

(Rendez-vous sur notre site web pour connaître nos propositions de lutte pour une réelle justice climatique et sociale.)

Après l’été des évictions, l’hiver des sans-abris et des mal logé-es...

J. Johnson et S. Doucet

Le désastre qu’est la crise du logement (version 2020 - 2021) continue de plus belle alors que l’été des évictions laisse sa place à l’hiver des sans-abris et des mal-logé-es au Québec. Les camps de fortune qui faisaient les manchettes commencent à subir la loi du silence médiatique alors que les téléspectateurs pourraient commencer à trouver ça particulièrement cruel que de laisser crever les pauvres au froid hivernal - comme on l’a vu avec le décès tragique de Raphaël André.

Parlons de la crise : au Québec près de

200 000 locataires paient plus de 50% de leur revenu pour leurs logements; presque 40 000 sont inscrit-es sur des listes d’attente pour des logements subventionnés; les communautés Autochtones subissent le pire de la crise du logement sur leurs réserves; cette année au 1er juillet c’était au moins 370 ménages locataires qui n’ont pu trouver de logement à la fin de leur bail. Au-delà des chiffres officiels, il suffit de dire que des dizaines sinon des centaines de milliers de ménages vivent dans des logements insalubres, trop petits, trop chers, inadéquats.

Le 13 novembre, le gouvernement CAQ a présenté son tant-attendu plan



Démantèlement du campement de sans-abris sur la rue Notre-Dame, 7 décembre 2020

de relance économique. Le FRAPRU (FRont d’Action Populaire en Réaménagement Urbain, coalition de comités de défense des droits des locataires du Québec) demandait qu’on use de cette opportunité pour lancer un nouveau chantier de logement social partout dans la province, suivant leur demande de 50 000 nouveaux logements sociaux pour le Québec. La Table des groupes de femmes de Montréal, pour sa part, réclamait 25% des nouveaux logements sociaux pour les femmes, les filles et leurs familles.

Au dépôt du plan de la CAQ, il n’y eut ni surprise, ni joie en constatant l’absence totale du logement social dans ledit plan. Pourtant, selon un rapport de la Société d’habitation du Québec de 2013, pour chaque dollar investi dans le logement social, on rapporte plus de deux fois plus en investissements dans l’économie. La CAQ ignore-t-elle les bienfaits socio-économiques de la création d’un parc locatif socialisé? Pourquoi laisserait-elle de côté la question du logement social?

Notre analyse dit le contraire: la CAQ n’ignore rien puisque la cruauté et le mépris de classe du gouvernement n’a rien d’innocent. Tout comme dans les questions des salaires, des conditions de travail, bref de l’exploitation au travail - l’exploitation dans le domaine de l’habitation fait des victimes et des profiteurs. Dans cette équation, la CAQ sait de qui elle répond!

La misère des locataires – des familles entassées, des travailleuses précaires payant 75% de leur revenu au loyer, des aîné-es victimes d’évictions – c’est le bonheur de la classe des propriétaires, mais surtout des grandes firmes qui accaparent des tranches toujours plus larges du parc immobilier pour plaire à leurs actionnaires. En effet, déjà en 2017, les 25 plus grands propriétaires au Canada détenaient un total de 352 910 unités de logement locatif, soit 22% du marché locatif immobilier. Avec la financiarisation galopante de l’économie canadienne, ce pourcentage a certainement augmenté depuis. Des 25 plus grands propriétaires au Canada, 17 sont des “fiducies d’investissement immobilier”, des “holdings” qui servent à des véhicules de spéculation du grand capital monopoliste.

Autrement dit, le marché locatif est surtout un levier pour mieux déposséder les masses laborieuses.

Plus il y a de logements décents, en bonne condition, abordables, moins il y a de pression sur les locataires d’accep-

ter des logements privés où règne la vermine, la moisissure et les propriétaires exploités.

Retournons pour un instant à la CAQ : ce sont bien eux qui sont responsables du désastre qu’a été la gestion de la crise de la COVID-19. C’est grâce à eux qu’il y a eu l’hécatombe dans les CHSLD du Québec. C’est aussi grâce à eux qu’on se retrouve dans une terrible seconde vague sans planification solide pour ce qui a trait aux hôpitaux, aux écoles, aux lieux de travail. Finalement, n’oublions pas la vague d’évictions après qu’ils ont rouvert la Régie du Logement cet été. Maintenant, on peut voir que ce « manque » de planification, c’est seulement dans les domaines où les victimes sont la classe ouvrière.

Les mal-logés, souvent issus des tranches les plus opprimées de la classe ouvrière, ne reçoivent pas les bénéfices d’un plan de relance axé sur les profits des plus grandes entreprises au mépris de la population.

Un “plan de relance populaire” tel que revendiqué par le Parti communiste du Québec contiendra forcément un investissement massif dans la construction de logement social. Non seulement cette construction à grande échelle de logements de qualité permettra-t-elle de créer bon nombre d’emplois, la dignité humaine de milliers de locataires sera sauvegardée en leur procurant des conditions décentes de logement, et le rapport de force pour les locataires dans le marché privé sera amélioré par rapport à leurs propriétaires. Finalement, ce n’est que le pouvoir du capital financiarisé immobilier qui s’en trouvera un tant soit peu affaibli.

Clarté

Clarté est publié par le Comité Clarté imprimé chez Hebdo-Litho

Collaboration : M. Breton Fontaine, J.P. Fortin, S. Doucet, J. Johnson, N. Raymond, Alex C et A. Welsh.

Commentaires et lettres à l’éditeur:

Rédacteur en chef: Adrien Welsh, 5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal, H2V 4G9, pcqpc@gmail.com

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec.

Clarté est heureux de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel. Nous nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n’en publier qu’une partie pour des raisons d’espace et/ou d’éthique.

Classe contre classe

Projet de loi 59 : leurs profits, nos blessures



Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Comité national PCQ-PCC

Adoptée en 1985 et restée sans changement majeur depuis, la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (LATMP), avait bien besoin d'être remise à jour pour répondre à ses nombreuses lacunes comme la nécessité de reconnaître plusieurs maladies professionnelles. Le ministre Boulet a donc déposé, mardi le 27 octobre 2020, le projet de Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, projet de loi 59 de son petit nom, faisant ainsi suite à plusieurs années de discussion et de rapports. Or, loin du « dé-poussiérage » comme le rapportent les grands médias, on nous impose un recul important. Le volumineux projet de loi contient 293 articles et modifie plusieurs lois différentes, mais c'est au niveau de la LATMP que les attaques anti-ouvrières se concentrent.

Le Parti communiste du Québec dénonce le projet de loi 59 qui s'attaque à la reconnaissance des maladies professionnelles. Au lieu de mettre à jour la liste des maladies professionnelles et d'y reconnaître des maladies comme la Parkinson causée par les pesticides, le projet de loi abolit cette liste et donne à la CNESST le pouvoir réglementaire de déterminer à sa guise quelle maladie est une maladie professionnelle. Il ajoute également de nouveaux critères et forme un comité oncologique qui réduiront grandement l'admissibilité au régime.

Il s'attaque au droit à la réadaptation en abolissant entre autres le programme de réadaptation physique qui permettait aux travailleuses et travailleurs victimes d'une lésion professionnelle d'atténuer ou d'éliminer leur incapacité physique. Pourtant, il était déjà connu que le régime actuel était déjà insuffisant et qu'il ne réussissait pas à remplir l'objectif de réparer les conséquences d'une lésion professionnelle.

Le projet de loi 59 ajoute des obligations notamment en matière de recherche d'emploi, aux travailleuses et travailleurs victimes de lésions professionnelles qui reçoivent encore

des soins. Il attaque également le rôle du médecin traitant et octroie à la CNESST de grands pouvoirs discrétionnaires dont celui de forcer un retour au travail précoce contre l'avis du médecin traitant.

Le régime de la LATMP énerve le patronat depuis bien longtemps, et il semble que le gouvernement de la CAQ se soit plié à toutes ses demandes. Quoique, soyons honnêtes, les précédents gouvernements péquiste et libéraux avaient tous indiqué vouloir aller dans cette même direction. Il y a bien eu quelques avancées dans ce projet de loi au niveau de la Loi sur la santé sécurité (LSST), donc en prévention. Mais ces petits gains ont été faits largement au détriment des droits des personnes qui subissent une lésion professionnelle. Ce projet de loi constitue une menace terrible pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses!

Il est d'autant plus décevant de voir la réaction timide de certaines organisations syndicales et progressistes qui ne semblent pas reconnaître l'immense recul que constitue le projet de Loi 59. Il faut dire que la plupart des organisations étudient toujours le projet de Loi. Nous pouvons donc espérer qu'elles se réveillent d'ici peu.

Le dépôt de ce projet de loi est d'autant plus insultant qu'il se fait en pleine pandémie alors que les travailleurs et les travailleuses risquent leur vie au nom de la sacro-sainte économie et que les rassemblements sont interdits. C'est sans étonnement que le gouvernement de François Legault, bien connu pour son penchant anti-ouvrier, nous sert une autre attaque contre nos droits.

Le Parti communiste du Québec (PCQ-PCC) appelle à la mobilisation contre ce projet de loi dans les prochains mois. Il est encore possible de renverser la vapeur et d'exiger une réelle modernisation de la LATMP qui permettra d'offrir une réparation juste pour les travailleurs et les travailleuses victimes de lésions professionnelles.

Gestion de l'offre (suite)

la sécurité nationale et par conséquent, dans les derniers mois, 28 milliards de dollars d'aides pour pallier aux différends commerciaux avec la Chine y ont été versés, de même que 19 milliards à cause de la pandémie. Quand on voit les queues devant les soupes populaires, on comprend rapidement que cette aide n'est pas destinée à nourrir la population, mais bien à inonder les marchés d'autres pays afin de détruire leur production locale et la forcer à entrer en compétition avec l'agrobusiness états-unien.

On notera au passage que les trois accords de libre-échange dans lesquelles l'oligarchie canadienne a engagé les petits producteurs agricoles leur coûtent 500 millions de dollars par an. De là à sonner le glas de la gestion de l'offre, il n'y a qu'un pas. Ce pas, Biden pourrait le franchir en signant le PTPGP (nouveau PTP que Trump avait refusé de ratifier), forçant par conséquent les États partenaires à plus de concessions. En termes de gestion de l'offre, il pourrait même s'agir du simple au double...

La COVID19 et les travailleur-euses de la mer

Alex C

Le transport de marchandises par voie maritime a toujours été vital pour l'économie mondiale. Les matières premières sont d'abord transportées vers les usines. Puis, les produits finis sont dirigés par la suite vers différents marchés. On estime que 90 % de la marchandise dans le monde est transportée à un certain moment sur un navire. À travers le monde, mais aussi au Canada, le transport maritime demande depuis toujours une grande masse de travailleurs qualifiés. Malheureusement, les marins continuent d'être victimes d'abus de la part de leurs employeurs. Ceux-ci se partagent un marché qui, selon les prédictions, pourrait atteindre jusqu'à 2 000 milliards d'euros, ce qui n'empêche pas certaines compagnies d'abandonner des navires avec un équipage à bord. Prenons par exemple le Ethan, où deux marins ont dû vivre trois ans (2016 à 2019) prisonniers de leur navire attaché au port de Québec, sans être payés.

Le monde entier a été frappé durement par la pandémie de la COVID 19. Cependant, alors que la planète tente de contrer le virus, et que le commerce en ligne a le vent dans les voiles et fait les vaches grasses des géants comme Amazon, la vie de millions de travailleur-euses de la mer en est affectée. En temps normal, les marins effectuent un contrat d'une longueur déterminée pouvant aller de quelques mois à plus d'un an - bien que théoriquement, depuis 2006, cette durée soit limitée à 11 mois. Ensuite, ils sont rapatriés chez eux lorsque le navire fait escale. Maintenant, avec les mesures sanitaires présentes dans de nombreux pays du monde, les marins sont vus comme de potentiels vecteurs de contagion de la COVID 19. 800 000 parmi les 1,7 millions que compte la marine marchande sont sommés de rester sur leur navire interdiction informelle de mettre le pied à terre. Les autres sont forcés de rester à quai. Tous et toutes se retrouvent donc dans l'impossibilité de retourner à la maison. La Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT) documente largement la situation. Voici un extrait de leur message destiné aux leaders du G20 :

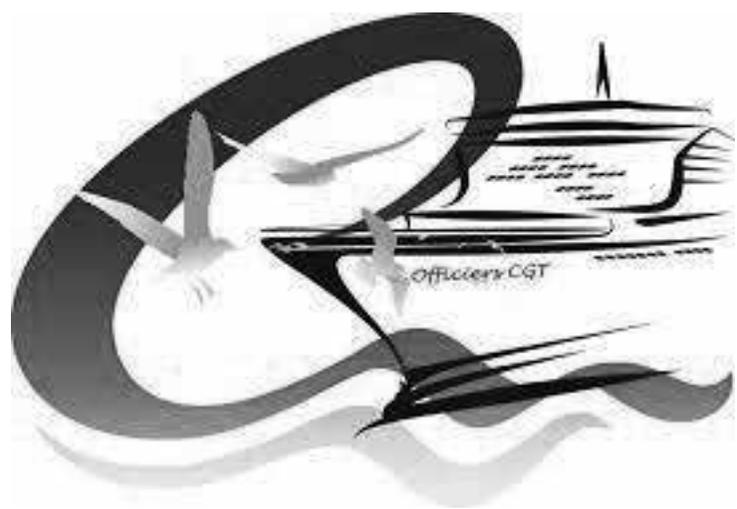
« Outre les nombreuses restrictions de voyage, ainsi que les défis liés aux protocoles d'immigration et de contrôle sanitaire touchant les marins et le personnel maritime, un obstacle pressant aux changements d'équipage — qui sont essentiels à la poursuite d'activités de transport maritime sûres et efficaces — est la suspension actuelle des vols en provenance de nombreux aéroports du monde. Pour des raisons humanitaires — et la nécessité de se conformer aux règlements internationaux en matière de sécurité et d'emploi — les changements d'équipage ne peuvent être reportés indéfiniment. [...] Des dizaines de milliers de gens de mer, dont les périodes de service doivent prendre fin, attendent déjà d'être rapatriés. [...] L'industrie est également très préoccupée par le fait que les restrictions en vigueur ont

conduit à ce que des milliers de marins soient en mer depuis plusieurs mois déjà, ce qui, combiné à des tâches exigeantes, tant physiques que mentales, augmente de manière exponentielle le risque d'accidents et de catastrophes maritimes, ce qui est un scénario décourageant pour une économie mondiale déjà fragile et tendue. »

À cette situation, il convient d'ajouter que les conditions de travail à bord se dégradent de jour en jour. Depuis le début de la pandémie, le contrôle des heures supplémentaires n'est plus en vigueur, tandis que l'inspection des navires se fait souvent par visioconférence et est, par conséquent, des plus sommaires. Quant à celui ou celle qui ose s'opposer à cette situation, il ou elle est « mort », son employeur « le mettra sur la liste noire », affirme Jean-Philippe Chateil, Secrétaire général de la Fédération des officiers de la marine marchande du syndicat français CGT. Les États « ont choisi leur priorité : la fluidité des échanges commerciaux, même s'il faut pour cela rétablir l'esclavage dans la marine marchande » conclut-il dans une entrevue au journal Le Monde diplomatique.

La pandémie a aussi affecté les gens de mer au Canada. Le Syndicat international des marins canadiens a émis plusieurs déclarations concernant la COVID 19. Le président, James Given, s'engage à défendre les droits des travailleurs maritimes, notamment leurs conditions pendant les congés à terre dans les ports à faible risque de contagion. Il entend aussi continuer à mettre de la pression sur les compagnies maritimes pour qu'elles instaurent des protocoles et des mesures satisfaisantes pour protéger les équipages. James Given rappelle aussi la valeur du travail effectué par les marins canadiens : « Sans vous, notre pays s'effondrerait, les entreprises cesseraient d'exister et le commerce serait paralysé. Vous avez réussi à maintenir le transport des marchandises et le commerce dans les zones en difficulté et vous avez continué à faire partie de la plus haute classe de marins au monde. »

De son côté, Patrice Caron, vice-président du syndicat, indique que pour plusieurs armateurs à travers le monde, les travailleurs maritimes n'ont aucune valeur. Seule la cargaison importe. Celui-ci poursuit en décrivant l'absurdité selon laquelle les marins pourraient être des vecteurs de contagion : « Nous savons tous que pour la plupart des marins internationaux, les voyages durent plus de quatorze jours, ce qui fait que la quarantaine est servie une fois arrivé au port. Cette crainte frivole et autant inutile de certains pays a été décriée par les syndicats. » Enfin, pour lui, un moyen de pression possible pour les gens de mer serait de cesser tout transport vers les pays rébarbatifs. M. Caron termine en indiquant qu'une telle mesure devrait faire l'objet d'un débat sérieux au Bureau international du travail de Genève et à l'Organisation maritime internationale de Londres.



Solidarité internationale

Sahara occidental : la guerre est déclarée après que le Maroc viole le cessez-le-feu de 1988

Le 13 novembre dernier, l'armée marocaine investit la région de Guerguerat, zone-tampon entre le Sahara occidental et le Maroc violant ainsi le cessez-le-feu convenu avec le Front Polisario en 1988 qui déclare le territoire sahraoui comme zone de guerre. Cette invasion s'inscrit dans le contexte où des Sahraoui-es bloquaient, depuis le 20 octobre, une route passant par Guerguerat destinée à acheminer des produits agricoles et halieutiques issus des territoires occupés du Sahara occidental vers le port mauritanien de Nouadhibou.

Or, cette route, construite en 2001, est illégale aux yeux des normes internationales puisqu'elle permet qu'un État oc-

cupant (le Maroc) puisse faire commerce de ressources extraites d'une entité occupée (le Sahara occidental). Malgré son illégalité, aucune mesure n'avait été prise pour en empêcher la construction et c'est devant l'impunité du Maroc que les Sahraoui-es ont manifesté leur ras-le-bol et qu'ils ont décidé de manifester et de bloquer cette route pacifiquement.

En attaquant de la sorte les manifestantes, le Maroc ne force pas seulement le gouvernement sahraoui (le Front Polisario) à prendre les armes pour assurer la défense de la population civile. Il fait aussi nouvellement preuve de son expansionnisme chérifien comme il l'a prouvé en 1963 en attaquant une Algérie exsangue à peine sortie d'une guerre de libération nationale féroce et meurtrière afin de mettre la main sur les ressources naturelles dont elle regorge pour le compte des impérialistes français et européens. Cette fois, il le fait dans un contexte régional plus favorable à l'impérialisme occidental (la Libye est en proie au chaos et dirigée par des sei-

gneurs de guerre tandis que l'Algérie, principal allié du Front Polisario, connaît une situation interne instable). Il le fait également dans un contexte où plusieurs pays africains ont abandonné la solidarité avec le Sahara occidental en laissant le Maroc intégrer l'Union africaine, mais surtout dans un contexte d'instabilité générale de la région sahélo-saharienne où tout conflit se régionalise rapidement et permet aux puissances impérialistes de justifier leurs interventions toutes plus meurtrières les unes que les autres.

Le Sahara occidental est reconnu comme la dernière colonie d'Afrique et est occupé depuis 1975 par le Maroc après que l'Espagne, l'ancienne puissance colonisatrice, a décidé de conclure un accord de cession avec le Maroc et la Mauritanie sans consulter la population locale qui avait déjà proclamé, dans sa lutte pour la Libération de l'Espagne, l'indépendance de la République arabe sahraouie démocratique. Après plus de 10 ans de lutte armée, le Front Polisario rend les armes. Son territoire est divisé entre zones libé-

rées et zones occupées par le plus important mur de séparation du monde et une grande partie de la population des zones occupées habite les camps de réfugiés situés dans la région de Tindouf, au sud de l'Algérie.

En contrepartie du cessez-le-feu, promesse est faite qu'un référendum sur l'auto-détermination du Sahara occidental serait organisé. L'ONU s'en porte garant et met sur pied une mission, la MINURSO en 1991. Celle-ci a pour mandat d'organiser ce référendum dans l'année qui vient. Or, celui-ci se fait toujours attendre et le mandat de l'ONU est renouvelé année après année.

La situation actuelle est d'abord le résultat de la mauvaise foi du Maroc qui pose plusieurs entraves à la tenue de ce référendum, mais elle témoigne également d'un échec cuisant à la fois des Nations Unies comme des acteurs régionaux qui ferment les yeux sur l'occupation marocaine du Sahara occidental lorsqu'ils n'en tirent pas profit.

Bolivie : victoire des forces populaires

Lucho Arce (MAS), remporte les élections présidentielles en Bolivie

La victoire de Lucho Arce, représentant du MAS (parti d'Evo Morales et des forces progressistes et anti-impérialistes en Bolivie) lors des présidentielles du 18 octobre dernier a été sans équivoque. Élu dès le premier tour avec une majorité de 55%, il dépasse même le score obtenu par Evo Morales lors des élections de novembre 2019.

Le retour au pouvoir du MAS après un an de gouvernement putschiste est d'emblée une victoire populaire : Jeanine Áñez, « Présidente » par intérim, invoquait tous les prétextes possibles, notamment celui de la COVID19 pour reporter les élections présidentielles. Le 3 août dernier, une grève générale a été déclenchée afin de lancer un ultimatum aux autorités pour s'assurer que les élections aient lieu le 18 octobre. L'élection d'Arce marque à la fois une victoire importante de la Bolivie contre l'impérialisme et une victoire du peuple bolivien, des travailleur-euses et des Autochtones contre leurs exploités.

Néanmoins, la victoire d'Arce soulève également d'importantes questions quant à l'accusation de fraude dont a été l'objet Evo Morales en 2019. En effet, comment expliquer, si réellement les élections avaient été frauduleuses tel que le prétendaient les impérialistes et ses alliés (OEA, comme représentant-es de la « droite continentale »), qu'à peine un an plus tard, le résultat du candidat qui se

revendique d'Evo Morales remporte les élections avec un appui populaire encore plus fort – et cette fois, pour une raison quelconque, il ne s'agit plus d'une fraude électorale? Cette question, plusieurs se la sont posée. Parmi eux, le Président du Parlasur (institution parlementaire du Mercosur), Oscar Laborde. Pour lui, il ne fait aucun doute que l'OEA a joué un rôle important dans la justification du coup d'État de 2019 et s'est engagé à ce que l'organisme qu'il dirige engage une enquête à l'égard de Luis Almagro, Président de l'OEA.

Ce qui est clair, c'est que le peuple bolivien a eu raison de la tactique de coup d'État que prônait l'impérialisme occidental dans sa volonté d'en finir avec le processus démocratique en branle en Bolivie, de faire main basse sur les réserves de lithium et de remettre au pas les autochtones dont l'émancipation commence à se heurter un peu trop aux intérêts des grands latifundiaires racistes et réactionnaires de Santa Cruz. Cependant, ce n'est pas parce qu'il change de tactique qu'il renonce à ses objectifs. En ce sens, avec la victoire d'Arce, les Boliviens ont remporté une bataille importante, mais la lutte doit continuer! Et avec elle, la solidarité doit se renforcer...

Palestine : la solidarité plus que jamais nécessaire

En janvier 2020, Trump et Netanyahu imposent au peuple palestinien le « Plan du siècle », une proposition d'annexion perpétuelle dans la vallée du Jourdain et en Cisjordanie qui met encore plus en péril la possibilité d'établir un État palestinien indépendant dans les frontières de 1967, tel que prescrit par les différents accords internationaux. Alors que les Palestiniens rejettent en bloc ce plan Trump – Netanyahu, plusieurs États, au mépris éhonté du droit international, appuient ou en facilitent l'implantation par leur silence.

Que le Canada fasse partie de ces pays qui refusent de dénoncer le plan n'est en rien une surprise : le Canada était un des rares pays à ne pas avoir dénoncé le déménagement de l'ambassade états-unienne en Israël à Jérusalem devant l'ONU. Cependant, certains pays du Monde arabe se sont rangés du côté israélien, laissant pour compte le sort des Palestiniens. C'est en particulier le cas des pétromonarchies du Golfe (l'Arabie saoudite a été jusqu'à dénoncer le refus palestinien). D'autres pays ont profité de ce plan pour nouer des liens officiels avec l'entité sioniste. Depuis août, les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan ont soit rétabli ou promis de rétablir des relations diplomatiques.

Dernier venu, le Maroc a annoncé, en décembre, la normalisation de ses relations avec Israël en l'échange de la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara occidental par les États-Unis. L'entraide est de mise entre entités colonisatrices et occupantes! On apprenait par la suite que les États-Unis sont en passe de vendre pour un milliard de dollars d'armes au Maroc qui visiblement, dans un contexte de reprise des hostilités avec le Front Polisario, s'appête à jouer un rôle accru comme tête de pont de l'impérialisme occidental dans la région.

Bien qu'elle ne soit pas nouvelle, cette désunion arabe autour de la question palestinienne atteint des sommets inquiétants. Plus que jamais, la solidarité avec le peuple palestinien est de mise et urgente.

États-Unis : les communistes condamnent la tentative de coup d'État

Le Parti communiste condamne la tentative de coup d'État fomentée par des mouvements suprématistes blancs et fascistes, incités par le Président des États-Unis Donald Trump le 6 janvier et avertit que le départ imminent de Trump de la Maison Blanche ne marque pas la fin du danger fasciste aux États-Unis.

Trump est à la tête d'un mouvement qui a bénéficié des votes et a l'appui de près de la moitié des adultes blancs aux États-Unis en plus d'être appuyé par la police et des secteurs importants des grandes entreprises à travers le pays. Il n'est pas un danger isolé, mais le chef le plus visible d'un mouvement bien organisé et bien financé qui entretient des liens avec des mouvements d'extrême-droite similaires à travers le monde.

Menacées par le déclin de l'influence des États-Unis à l'international, par une crise économique qui s'enlise et par l'accroissement des contradictions du capitalisme et par la montée en puissance de la Chine en tant que puissance économique, les sections les plus réactionnaires, chauvines, impérialistes et violentes du capital aux États-Unis ont octroyé leur consentement politique et financier au mouvement MAGA que chapeaute Trump. Il s'agit d'une coalition de mouvements populistes d'extrême-droite, suprématistes blancs et fascistes.

Leur but est de revenir au temps où l'impérialisme états-unien connaissait son apogée et do-
suite p. 7

Solidarité internationale

Venezuela : l'Assemblée nationale dérobée aux impérialistes et aux fascistes

En 2015, les impérialistes jubilent et annoncent la mort à petit feu de la République bolivarienne du Venezuela alors que l'opposition de droite installe sa majorité à l'Assemblée nationale. En grande pompe, on célèbre le retour à la « démocratie ». Pourtant, quelques semaines après ces élections perdues par la gauche, on apprend que trois députés auraient été élus de manière frauduleuse et le Tribunal suprême de justice demande leur révocation. L'Assemblée refuse. C'est là le premier d'une série d'actions qui confirmeront le rôle qu'entend jouer la droite : non pas celui de jouer le rôle d'opposition en suivant les règles constitutionnelles du Venezuela, mais d'utiliser leur majorité à cette Assemblée pour déstabiliser le pays, appeler à la violence, voire à instaurer un pouvoir parallèle comme nous l'avons constaté en 2019 avec l'auto-proclamation de Juan Guaido.

Malgré un contexte international marqué par des sanctions visant à tenir le peuple vénézuélien en otage et d'inciter aux jacqueries ou aux émeutes, des menaces, des tentatives de putsch et d'invasion militaire et le financement des groupes d'extrême-droite par les impérialistes occidentaux (y compris le Canada qui déclare avoir versé, depuis 2017, 25 millions de dollars en aide pour « restaurer la démocratie »), le peuple vénézuélien décide, le 6 décembre dernier, de redonner la majorité de l'Assemblée nationale à la gauche du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV). Les résultats sont clairs : plus de 69% des suffrages exprimés pour PSUV contre 21% pour les deux coalitions de droite.

Le Parti communiste du Venezuela et sa coalition, l'Alliance patriotique révolutionnaire (APR) fait élire deux députés. Dans une conférence de presse, Oscar Fi-

guera, Secrétaire général du PCV, précise que les deux députés proposeront des politiques visant une sortie révolutionnaire à la crise du capitalisme monopoliste et rentier du Venezuela notamment à travers des propositions ayant pour but l'augmentation des salaires, des pensions de retraite, l'expansion des services publics, une réforme agraire profonde, etc.

Maintenant que la droite revancharde pro-impérialiste et fasciste n'a plus la mainmise sur l'Assemblée nationale du Venezuela, on ne peut que se réjouir et espérer que le peuple vénézuélien et les représentant-es qu'il a élus puissent, forts de cette victoire, être mieux à même de défendre la souveraineté nationale.

En effet, la droite nous l'a montré : même si elle a perdu dans l'arène électorale, elle n'hésitera pas à manœuvrer de l'intérieur comme de l'extérieur pour déstabiliser le pays et brader sa souveraineté aux plus offrants, pour peu qu'elle y gagne au change. En ce sens, elle peut compter sur des appuis solides. Les États-Unis, les pays membres de l'Union Européenne, le Canada et certains pays de la région dirigés par des gouvernement pro-impérialistes refusent de reconnaître la légitimité de ces élections – ou plutôt refusent d'en accepter les résultats.

La lutte est donc loin d'être terminée et la mobilisation, toujours de mise. Nous ne pouvons oublier qu'une attaque contre le Venezuela ne représenterait pas seulement un revers pour les vénézuélien-nes, mais aussi un coup dur contre tous les peuples du monde qui ont trouvé, dans le Venezuela bolivarien, un allié dans l'affirmation et la lutte pour leur droit inaliénable à la souveraineté. Parmi eux, on peut penser au peuple palestinien, sahraoui et cubain.

Le MQP réclame la libération de Meng Wangzhou

Stéphane Doucet

Le 1er décembre, des militant-e-s montréalais-es du Mouvement Québécois pour la paix et du Parti Communiste du Québec ont participé à la journée d'action pan-canadienne pour la libération de Meng Wangzhou. Les militant-e-s ont visité le bureau de circonscription du Ministre fédéral de la justice, David Lametti, qui pourrait facilement mettre fin à la situation lamentable qui perdure depuis maintenant deux ans. La régularisation des relations internationales avec la Chine serait un bénéfice pour la paix mondiale ainsi que pour la création d'emploi au Canada.

Effectivement, le 1er décembre marquait deux ans depuis l'arrestation de Meng Wangzhou, la cadre de la compagnie de télécommunications chinoise Huawei, pour des supposés crimes financiers liés aux sanctions américaines illégales contre l'Iran. Pour les forces progressistes du Québec et du Canada, l'arrestation de Mme Meng est une violation de la souveraineté canadienne au profit de la politique étrangère étasunienne

étant donné le fait que Mme Meng n'ait commis aucun crime, ni au Canada, ni aux États-Unis. D'ailleurs, plus le temps passe, plus on apprend sur la manière dont le processus a été piloté depuis les États-Unis, avec la GRC agissant comme son agent local.

L'arrestation de Mme Meng et la menace de son extradition rejoint une conjoncture où la sinophobie devient une arme étasunienne pour pousser vers un conflit avec la Chine et ce sont tous les citoyens canadiens originaires de l'Asie de l'Est qui en paient les frais. Les crimes haineux contre cette population sont en hausse et le discours contre Mme Meng est incorporé à une campagne qui s'apparente à une guerre froide contre la Chine et son gouvernement.

Il incombe aux forces progressistes de refuser le discours de la sinophobie régnante, de réclamer une politique étrangère indépendante des États-Unis et suivant ceci de réclamer la libération de Meng Wangzhou.

LE POINÇ ARTISTIQUE La cantate Santa Maria de Iquique, 50 ans plus tard...

Normand Raymond

Samedi, le 12 décembre, a été diffusé en ligne et en direct le concert « Vamos Mujer », afin de commémorer le 50e anniversaire de la première présentation officielle de la Cantate populaire Santa María de Iquique, en 1970. Beaucoup de choses ont changé depuis, notamment, la valorisation et la place de la femme dans la société. Bien que la lutte pour cette transformation sociale ne soit pas récente, elle culmine aujourd'hui par la reconnaissance des droits des femmes à tous les niveaux et dans l'instauration d'un régime plus égalitaire des genres. Ce concert virtuel sera donc l'occasion de rendre hommage à des chanteuses chiliennes, pour rappeler de façon symbolique le message d'unité que représente cette œuvre. Ana Tijoux, Colombina Parra et Javiera Parra figurent parmi les artistes invitées.

Rappelons que cette cantate raconte l'histoire du massacre de l'École Domingo Santa María dans la ville portuaire d'Iquique, au nord du Chili, survenu le 21 décembre 1907. Ce jour-là, entre 10 000 et 12 000 travailleurs en grève générale s'y étaient rassemblés avec leurs familles, pour manifester contre les mauvaises conditions de travail et l'exploitation dans les mines de salpêtre. Ils demandaient au gouvernement de



Pedro Montt d'agir en tant que médiateur auprès des patrons des entreprises étrangères anglaises. Face à la tension grandissante, le gouvernement avait décrété l'état de siège et le ministère de l'Intérieur avait riposté en dépêchant trois régiments de militaires pour renforcer les deux déjà sur place, sous le commandement du général Roberto Silva Renard, lui ordonnant de réprimer les manifestations.

C'est ainsi qu'entre 2 200 et 3 600 hommes, femmes et enfants, majoritairement de nationalités bolivienne, péruvienne et argentine – selon plusieurs sources, alors que les chiffres officiels du gouvernement n'en dénombrent que 126 –, seront massacrés sous le feu répété des mitrailleuses. Quel que soit le nombre des victimes, on ordonne de ne pas délivrer de certificats de décès détaillés et de les enterrer dans une fosse commune. À l'échelle internationale, les faits du massacre sont délibérément ignorés par les gouvernements de l'époque. Au fil du temps, ces événements tragiques inspirent plusieurs chanteurs et poètes, dont le compositeur chilien Luis Advis Vitalgich.

D'abord influencé par la musique clas-

sique romantique de Wagner et Beethoven, Advis s'ouvre ensuite à la musique folklorique et populaire en écoutant des chansons de Margot Loyola et de Violeta Parra. Diplômé en philosophie, il trouvera sa voie musicale d'une versatilité unique dans l'histoire du Chili en quasi autodidacte, sans passer par le conservatoire. En 1968, après avoir visité la ville d'Iquique, et en s'inspirant d'archives et de témoignages, il écrira une série de vingt poèmes et commencera à composer la Cantate populaire Santa María de Iquique dès 1969, qu'il achèvera en mars 1970. Cette œuvre, considérée comme l'une des plus importantes de la Nouvelle chanson chilienne, marque un tournant déterminant dans la culture et la musique chiliennes du XXe siècle. Bien que Luis Advis ne milite dans aucun parti politique, elle devient rapidement un symbole des groupes militants de l'Unité populaire, qui porte Salvador Allende à la présidence en septembre 1970.

Composée de 18 sections, incluant 7 chansons et 5 récits, cette cantate de style populaire suit les lignes générales d'une cantate classique; transformant les

aspects thématiques et littéraires religieux traditionnels en thèmes sociaux et réalistes. Interprétée sur des rythmes et des lignes mélodiques propres à la tradition hispano-américaine, Luis Advis y mêle la musique classique,

par la présence d'instruments d'orchestre (deux guitares, un violoncelle et une contrebasse) et la musique folklorique, par des instruments propres à l'Amérique du Sud (un charango, deux quenens et un bombo), le tout accompagné de chants polyphoniques.

Dédiée à l'ensemble Quilapayún, un groupe chilien emblématique fondé en 1965, cette œuvre sera d'abord présentée le 16 juillet 1970 dans la salle La Reforma (aujourd'hui, la salle Isidora Zegers) de l'Université du Chili, puis à la 2e édition du Festival de la Nouvelle chanson chilienne, avant d'être enregistrée la même année en collaboration avec l'acteur chilien, Héctor Duvauchelle, pour le récitatif. Ces récits seront lus dans plusieurs langues sur les cinq continents, notamment avec le concours de personnalités artistiques telles que l'acteur français Jean-Louis Barrault en 1978, Jane Fonda et Jon Voight aux États-Unis vers la même année, de même que Pauline Julien à Montréal en 1981. En avril 2008, l'édition chilienne de la revue Rolling Stone classe cet album à la 4e place des 50 meilleurs disques chiliens de tous les temps.

Le Ministre des affaires étrangères du Venezuela et l'ingérence canadienne

Un Nobel pour les brigades Henry Reeve ?



Justin Trudeau et le Président auto-proclamé du Venezuela, Juan Guaidó

Alex C

Le 20 août dernier, lors d'une visioconférence animée par le *Canadian Foreign Policy Institute* et organisée en collaboration avec l'organisme *Common Frontiers* et le *Canadian Latin America Alliance*, Jorge Arreaza, ministre des Affaires étrangères du Venezuela, a mis en lumière les attaques impérialistes (en particulier celles du gouvernement canadien) contre sa nation.

Lors de la rencontre, Mr. Arreaza a d'abord indiqué que dans l'Histoire, les relations diplomatiques entre le Canada et le Venezuela ont été jusqu'à dernièrement plutôt cordiales.

Avec l'arrivée de Chavez au pouvoir en 1998, les relations se sont graduellement envenimées. Cependant, 2017 a marqué un tournant important où le gouvernement canadien a intensifié ses agressions. À ce moment, la ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, aujourd'hui vice-première-ministre, s'est mise à critiquer la légitimité du gouvernement vénézuélien en soulevant des supposées violations des droits de la personne.

Le Canada, qui se proclame champion de la Paix et de la démocratie, a rejeté le résultat de l'élection vénézuélienne de 2018, emboîtant le pas du gouvernement des États-Unis.

On constate en effet un alignement quasi-systématique de la politique étrangère du Canada sur celle des États-Unis. L'arrestation de Meng Wanzhou sur ordre de Washington en est un exemple, tout comme la fermeture du bureau consulaire de l'Ambassade canadienne à La Havane, alors qu'au cours des 60 dernières années, les relations respectueuses entre le Canada et Cuba étaient un exemple éloquent sur la possibilité pour le Canada d'entretenir une politique étrangère souveraine basée sur la paix et le respect de la charte des Nations Unies. Le Canada pourrait donc en faire de même avec le Venezuela bolivarien.

Selon le ministre Arreaza, le contrôle des ressources pétrolières (parmi les plus importantes au monde) explique également l'ingérence canadienne. Le Canada étant un producteur de pétrole brut comme le Venezuela, il a tout intérêt à éliminer son compétiteur. Il faut comprendre que les immenses raffineries situées au sud des États-Unis, comme au Texas, servaient d'abord à raffiner le pétrole du Venezuela. Avec les sanctions sur ce pays d'Amérique latine, le

brut canadien vient substituer le brut vénézuélien. Il y a donc clairement un intérêt commercial pour le Canada.

Le gouvernement Maduro a refusé de céder à la pression extérieure, alors les impérialistes ont tenté plusieurs coups d'État militaires en vain, l'armée restant fidèle au gouvernement élu.

Le gouvernement américain a ensuite déclaré que si un coup d'État militaire avait échoué, il allait appliquer une pression maximale sur le pays à l'aide de sanctions. Le Canada est alors devenu en tête de liste comme allié des États-Unis pour sanctionner le Venezuela.

D'ailleurs, le Canada est le seul pays qui a empêché les Vénézuéliens résidant au Canada de participer aux élections présidentielles de 2018. Le Venezuela n'a pas obtenu la permission des autorités canadiennes d'organiser un scrutin. Mr. Arreaza pose alors la question : « Est-ce que le gouvernement canadien appuie vraiment la démocratie ? ». On peut effectivement se poser la question étant donné que le Canada tente d'imposer un gouvernement putschiste (celui de Juan Guaidó) aux Vénézuéliens.

Le comble de l'humiliation pour le gouvernement du Venezuela est que leurs diplomates à Ottawa sont maintenant sous les ordres d'un représentant de l'imposteur Juan Guaidó.

Les sanctions contre le Venezuela par le Canada sont nombreuses. Tous les fonctionnaires et les membres du gouvernement élus du Venezuela sont sanctionnés. Même des athlètes vénézuéliens, comme l'équipe nationale d'escrime, n'ont pas pu participer à des événements au Canada à cause de leur nationalité.

À cause des sanctions, le gouvernement du Venezuela ne peut pas utiliser le système bancaire international, il ne peut pas importer des biens de consommation de base comme la nourriture à prix raisonnable. Il n'y a plus de commerce avec le Canada et les États-Unis, les deux pays les plus industrialisés dans cette partie du monde. Les pétroliers transportant le brut vénézuélien sont aussi persécutés à travers le monde. Justement, le secteur de l'énergie est en voie d'être paralysé puisqu'il est impossible de se procurer les produits chimiques, les forgeuses et les pièces de rechange nécessaires pour l'exploitation du pétrole. Il faut aussi noter que la compagnie Citgo, la compagnie de raffinerie Vénézuélienne

aux États-Unis, a été saisie par les autorités américaines.

Le ministre Arreaza cite un ouvrage appelé *The art of sanction* écrit par Richard Nephew, un expert américain de l'armement nucléaire et des sanctions. Dans ce livre on insinue que le véritable but derrière les sanctions est d'exacerber la souffrance du peuple de la nation visée. Cela à l'encontre bien évidemment des droits humains. Les sanctions forcent littéralement les peuples à capituler pour faire cesser leur souffrance et à ensuite suivre la voie que le pays agresseur a décidé pour eux. Ainsi, pour le gouvernement américain, le président Maduro devrait oublier ses neuf millions d'électeurs et quitter le pouvoir. Alors les grandes multinationales comme BP ou Chevron pourront exploiter le pays et le diriger à leur guise. Voilà la volonté des impérialistes!

M. Arreaza rappelle que l'agression que subit le Venezuela touche de nombreux aspects : politique (les élections non reconnues), diplomatique (les diplomates qui doivent travailler avec le représentant de Juan Guaidó), économique (les nombreuses sanctions commerciales) et médiatique (en faisant passer le gouvernement Maduro pour des tyrans). D'ailleurs, les États-Unis sont friands de ce dernier aspect. Ils l'utilisent pour forger une image déformée de la réalité pour ensuite justifier leur attaque.

Le ministre vénézuélien demande à tous les Canadiens d'exiger à leur gouvernement de rétablir la communication avec le Venezuela et de cesser toute interférence avec celui-ci, mais aussi avec d'autres pays comme la Bolivie, aux prises d'un coup d'État orchestré par les États-Unis en novembre 2019. Si ces deux pays tombent, c'est un pan entier de la résistance à l'impérialisme qui tombe, et c'est aussi pour l'exemple qu'ils représentent que l'impérialisme occidental s'attaque à eux.

M. Arreaza rappelle enfin que « l'Empire » ne se résume pas aux États-Unis ni au peuple américain. C'est un concept au-delà des nations et des peuples. Il s'agit plutôt de l'ensemble des grandes corporations multinationales qui exploitent la classe ouvrière. Ce sont elles qui influencent les gouvernements. Il ne s'agit donc pas d'être en guerre avec les États-Unis ou le Canada, mais avec cet « Empire » pour en finir avec l'impérialisme. Les peuples doivent se lever contre l'oligarchie.

Depuis son existence, le prix Nobel de la Paix a été décerné à plusieurs personnalités, organismes et institutions. Parmi elles, on peut penser à Yasser Arafat ou à Nelson Mandela. On peut cependant aussi penser à Obama alors que sous ses mandats, l'impérialisme US s'est attaqué à la Libye, à la Syrie, est resté en poste en Irak et en Afghanistan à un point tel qu'Obama représente le Président qui a fait la guerre le plus longtemps. L'Union européenne a également été récipiendaire de ce prix. Pourtant, elle n'est ni plus ni moins qu'un appendice régional de l'OTAN aux mains tachées de sang : celui de centaines de milliers de Yougoslaves victimes du *Drang nach Osten* de l'impérialisme européen, de 20 000 personnes décédées dans le cimetière marin qu'est devenue la mer Méditerranée ou encore des cibles de la montée de l'extrême-droite et des mouvances néo-fascistes qui trouvent, dans une classe ouvrière victime de l'intégration à l'UE du Capital, un terreau fertile.

Si on parle de paix sans justice, c'est-à-dire d'une paix pour spéculateurs, certes, l'UE et les États-Unis contribuent à pacifier le monde des actionnaires impérialistes. Mais si l'on parle d'une paix juste et durable, il ne fait aucun doute que le Comité Nobel porte un peu de ce sang sur ses mains.

Que ce sang puisse ou non être lavé, il reste qu'une campagne mondiale a le vent dans les voiles pour que le récipiendaire de ce prestigieux prix pour l'année 2021 (remis en 2022) soit la Brigade Henry Reeve, soit une brigade de plus de 3800 médecins et agent-es de santé cubains dépêchés à travers le monde, de la Lombardie à la Martinique en passant par 21 pays d'Amérique latine et d'Afrique afin de juguler la pandémie de COVID19. Elle a soigné plus de 500 000 personnes.

Contrairement aux agences dites d'aide internationale dont la plupart sont pilotées par la Maison blanche ou ses alliés, les Brigades Henry Reeve répondent avec abnégation aux besoins des populations victimes les plus vulnérables.

Pendant que les impérialistes maintiennent et renforcent leurs sanctions malgré la pandémie, asphyxiant ainsi un tiers de la population mondiale, pendant qu'ils subjuguent, pillent, violent et massacrent les peuples et nations du monde qui tentent de se dérober de leur emprise, Cuba, malgré un blocus criminel renforcé, alors qu'elle a besoin de plus de solidarité que jamais, n'a pas hésité à mobiliser son personnel médical pour venir en aide aux peuples du monde.

Il ne serait donc que normal que le monde témoigne de sa solidarité internationale en décernant le prix Nobel 2021 aux Brigades Henry Reeve. À ce sujet, le Québec et la Table de concertation et solidarité Québec – Cuba font leur part : le professeur émérite de l'Université de Montréal, Gilles Bibeau, a envoyé une demande au Comité Nobel qui a été reçue officiellement. Cette campagne fait partie d'une campagne mondiale dans laquelle des milliers de personnes s'activent pour que le prix Nobel de la Paix leur revienne, qu'il soit décerné à une organisation réellement emprise de paix, de fraternité et de justice.

Est-ce trop en demander au Comité qui décerne ce prix? Serait-ce que le prix Nobel ne soit en fait qu'un artifice pour masquer les crimes de l'impérialisme? Nous ne tarderons pas à le savoir...

Solidarité internationale

Inde : solidarité avec les soulèvements paysans

Comité exécutif central, Parti communiste du Canada

Le Parti communiste exprime sa complète solidarité avec le monde agricole indien qui est aux prises avec la violence policière et la répression gouvernementale. Nous appuyons ceux et celle qui défendent leurs fermes et leur gagne-pain contre les répercussions graves de lois imposées par le gouvernement fasciste de Narendra Modi en septembre dernier.

Cette réforme agraire entraîne la concentration des terres agricoles entre les mains de grands intérêts commerciaux. Des centaines de millions d'agriculteurs et agricultrices risquent la faillite et la famine. Les mesures protectionnistes sur l'agriculture, les quotas pour les aliments de base, les subventions, l'aide à la commercialisation et les coopératives agricoles risquent de faire les frais de ces mesures draconiennes. De plus, les banques coopératives et le système de commission, qui prêtaient aux plus pauvres, seront inévitablement fragilisés.

Ces nouvelles lois permettent aux grands

États-Unis (suite)

minait le monde et où les États-Unis étaient inondés des butins de guerre et de l'exploitation impérialiste à l'étranger.

Le Président élu Joe Biden et les démocrates diffèrent des républicains sur certains enjeux domestiques importants, mais ils n'ont aucune différence lorsqu'il s'agit de leur objectif de promouvoir l'impérialisme états-unien, le complexe militaro-industriel et les superprofits des grandes entreprises nationales et transnationales.

Durant plusieurs décennies, les États-Unis ont suivi une politique étrangère basée sur la guerre, les invasions, les coups d'État, la torture et les meurtres de masse. Au cours des 75 dernières années, et les démocrates, et les républicains ont poursuivi une politique étrangère impérialiste agressive. Aujourd'hui, en face de la plus importante crise politique et économique depuis 1929, le fascisme et la réaction refont surface avec le mouvement MAGA.

L'élection de Joe Biden comme Président et le contrôle des Démocrates aux deux chambres du Congrès ne résoudront pas les

groupes agricoles de dicter les types de cultures et de contrôler les prix des aliments destinés aux consommateurs et consommatrices. Cette fixation des prix et cette course vers le profit à tout prix pourraient déclencher d'immenses famines.

Ces politiques néolibérales, en parfaite cohérence avec celles de l'Organisation mondiale du commerce, exigent l'abolition des montants de base, de l'aide au revenu et autres subventions aux petites productions. Elles retirent aux petits cultivateurs et cultivatrices leur pouvoir de négociation vis-à-vis du gouvernement et des grandes entreprises. Elles empêchent également le recours aux tribunaux. Ces législations les contraignent à acquiescer à des décisions de tiers nommés par le gouvernement fasciste de Modi.

Depuis l'adoption rapide de ces législations il y a deux mois, des millions d'agriculteurs, d'agricultrices et de coopératives agricoles ont demandé l'arrêt de ces réformes. Ce mouvement de contestation a été violemment réprimé par la police et les forces paramilitaires.

problèmes systémiques que sont le racisme, l'exploitation, la violence, les guerres et la réaction dont la politique et de larges sections de la société états-unienne sont imprégnées.

Seules les réformes les plus fondamentales qui limitent le pouvoir du Capital, de la police et de l'armée, qui étendent les droits sociaux, civils, syndicaux, démocratiques et l'égalité, qui s'attaquent aux changements climatiques et prônent la justice climatique, qui promeuvent une politique étrangère de paix, désarmement et sécurité collective ont le potentiel de couper l'herbe sous le pied des mouvements réactionnaires, racistes, d'extrême-droite et fascistes.

Clairement, les Démocrates comme les Républicains défendent les intérêts des plus grandes compagnies du monde. Ils sont par conséquent incapables de mener ces réformes. Alors que Trump se prétendait comme le représentant des travailleur-euses et des privé-es d'emploi, il représentait en fait leur principal ennemi. Alors que les Démocrates prétendaient constituer un parti pour les travailleur-euses, ils ont violé toutes les règles pour empêcher que Bernie Sanders

Le mouvement syndical, les artistes et les intellectuels de l'Inde demeurent solidaires avec le milieu agricole contre les politiques meurtrières et réactionnaires du gouvernement.

Les manifestations se sont maintenant déplacées à New Delhi où les basses températures ont entraîné la mort et la souffrance. On parle désormais du plus grand soulèvement depuis la révolution indienne de 1947.

Nous nous mobilisons en solidarité avec les millions de cultivateurs et cultivatrices en Inde et à ceux qui partagent leur lutte. Nous demandons l'abrogation de ces lois réactionnaires de Modi, la fin des violences à l'égard de manifestants et de manifestantes et le respect de leurs droits démocratiques.

De plus, nous exigeons du Gouvernement canadien qu'il condamne le gouvernement Modi pour ces attaques brutales envers les agriculteurs et agricultrices de l'Inde et ceux et celles qui les soutiennent. Le Canada doit s'opposer à ces législations toxiques qui vont vraisemblablement

devenir leur candidat aux présidentielles – deux fois plutôt qu'une!

Comme dans tous les pays, les travailleuses aux États-Unis ont besoin de leur propre parti politique, celui qui luttera pour leurs intérêts et leurs besoins, ce qui inclut la lutte pour le socialisme et la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Le Canada partage une frontière de près de 9000 km avec les États-Unis. Il y est lié économiquement à travers l'AEUCM, 75% de ses échanges commerciaux se font avec eux. L'économie canadienne est pénétrée par le capital et les investissements états-unien.

La domination de l'économie canadienne, des médias de masse et de la culture anglophones par les États-Unis ont déjà un impact négatif sur la politique étrangère canadienne et limitent grandement la capacité des peuples du Canada à adopter des politiques sociales et économiques progressistes. La tentative de coup cette semaine, tout comme la croissance des mouvements suprématistes blancs et fascistes aux États-Unis constituent une menace à la démocratie et aux droits pour l'égalité au

appauvrir et asservir des millions de personnes dans tout le sous-continent indien. Ces politiques sont le fruit d'un terrorisme d'État perpétré par un gouvernement fasciste.

Nous lançons en outre un appel au mouvement syndical, au monde agricole et aux organisations de défense des droits humains d'ici à se mobiliser. Il faut dénoncer les attaques violentes du gouvernement Modi contre les agriculteurs, leurs droits et leurs moyens de subsistance. Partout au Canada, les travailleurs et travailleuses, sur une ferme ou ailleurs, doivent faire face eux aussi aux attaques en provenance des grandes transnationales. Les politiques réactionnaires de nos gouvernements à l'égard de l'agriculture torpillent notre souveraineté alimentaire et notre système de gestion de l'offre. Les accords commerciaux comme l'AEUMC et l'AECG entraînent déjà une détérioration rapide de nos campagnes.

Plus que jamais, la solidarité et l'unité sont essentielles à la victoire.

Canada ainsi qu'à la paix et la sécurité globale à travers le monde.

Les forces progressistes du Canada et à l'international doivent agir pour arrêter la montée du fascisme à travers le monde avant qu'il n'ait submergé les peuples et nations où il s'organise. Les organisations fascistes et suprématistes blanches doivent être bannies et considérées comme criminelles. Il en est de même des individus comme Steve Bannon qui s'efforcent d'unir les mouvements d'extrême-droite et fascistes à travers le monde. Ils devraient encourir des poursuites criminelles.

Le fascisme est endémique au capitalisme : il en est la forme la plus violente. Alors que le capitalisme s'embourbe dans une crise profonde, c'est l'option que les sections les plus réactionnaires, racistes, chauvines et violentes du Capital choisiront.

Pour les travailleur-euses, le choix entre socialisme et barbarie est de plus en plus clair. Les événements de cette semaine aux États-Unis en sont un exemple.



PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA

5359, AVENUE DU PARC
MONTREAL, H2V 4G9
PCQPCC@GMAIL.COM
WWW.FACEBOOK.COM/
PCQ1965/

WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA



Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!
6 numéros pour 25\$

NOM: _____
ADRESSE: _____

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc, Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"



PEOPLE'S VOICE

NEWS FOR PEOPLE
NOT FOR PROFITS!

\$30 pour 1 an \$50 pour 2 ans
 Revenu modeste: \$15 pour 1 an

NOM: _____
ADRESSE: _____
CODE POSTAL _____

Envoyez à: PEOPLE'S VOICE,
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 3J1



abonnez-vous à
Rebel-Youth,
la revue
bilingue de la
Ligue de la
jeunesse communiste
du Canada!

Toute l'info sur
www.ycl-ljc.ca

Engels et la crise du capitalisme (2)

L'année 2020 a marqué le 200^e anniversaire de Friedrich Engels. Trop souvent réduit au titre d'« acolyte inséparable » de Marx, simple co-auteur du célèbre Manifeste, il demeure l'un des plus brillants théoriciens de la pensée marxiste. Avec ou sans Marx, il a produit des ouvrages cultes sur des sujets variés que la philosophie (Anti-Dühring, Ludwig Feuerbach), les questions liées à l'État (L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État). Il a également brillé par sa capacité à synthétiser les différents aspects du marxisme, à savoir l'aspect économique, politique et philosophique. Sur le plan historique, sa « Préface » aux Lutttes des classes en France ou son auguste ouvrage Socialisme utopique et socialisme scientifique sont aujourd'hui des classiques dont nul marxiste, nul révolutionnaire, ne peuvent prétendre faire l'économie de lecture.

Dans notre dernière édition, nous présentons un extrait de Socialisme utopique et socialisme scientifique dans lequel Engels souligne le caractère cyclique des crises capitalistes. Il conclut également, dans ce court extrait, qu'une crise en appelle une autre et que seul le renversement du système capitaliste permet de mettre fin à ce cycle infernal qui, à chaque fois, dégrade un peu plus les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière tout en concentrant le capital dans un nombre de mains de plus en plus restreint.

Cette fois, nous présentons un extrait dans où Engels précise son analyse et démontre en quoi la bourgeoisie est incapable de résoudre les contradictions du capitalisme, donc de répondre adéquatement aux crises. Il en conclut que seule la prise de contrôle des leviers de l'économie comme l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière permettent de mettre fin aux crises. Il touche également un point d'actualité alors que notre des centaines de milliers, voire des millions d'individus privés d'emploi continuent de survivre grâce aux aides gouvernementales important : celui du chômage en tant que produit naturel du capitalisme, comme une véritable « armée industrielle de réserve » et non comme « anomalie ».

Une dernière précision s'impose dans la présentation du texte. En effet, à la lecture de cet extrait, on pourrait être tenté de croire que l'auteur fustige le concept de propriété publique des moyens

de production et d'échange. Or, ce n'est pas le cas. Ce qu'il tente de démontrer, c'est plutôt que certains secteurs économiques, à cause du haut degré d'investissement nécessaire à son fonctionnement, tendent naturellement à être étatisés. C'est ce qu'il appelle des « monopoles naturels ». Ce qu'il faut retenir, c'est surtout que l'existence d'entreprises publiques n'est pas, en soi, du socialisme pour autant que ces entreprises nationalisées sont dans les mains d'un État capitaliste. Autrement dit, la nationalisation est une réforme tant et aussi longtemps que la classe ouvrière n'exerce pas pleinement le pouvoir politique. C'est là la différence fondamentale entre simple « nationalisation » et « socialisation » ou « mise sous contrôle public et démocratique » des moyens de production.

Après, de là à conclure que ces réformes sont antinomiques aux principes révolutionnaires, il y a un pas qu'il serait dangereux de franchir, car s'il est vrai que certains monopoles ne peuvent fonctionner que s'ils sont étatisés (ou moyennant des subventions massives de l'État – c'est le propre du capitalisme monopoliste d'État), il n'en demeure pas moins que l'existence de services publics, leur monopole public ou la mise sous contrôle public d'entreprises stratégiques voire des banques sont des conquêtes sociales importantes. Même les « monopoles naturels » étatisés selon la logique du marché permettent à la classe ouvrière d'exercer un rapport de forces plus avantageux contre son employeur (qui n'est nul autre que l'État). De plus, une fois une entreprise étatisée, il est beaucoup plus aisé d'influer sur ses orientations, de critiquer sa gestion, voire d'y participer collectivement (contrôle démocratique comme c'était le cas des CLSC et des CSSS ou des Commissions scolaires avant les réformes de Barrette et la Loi 40).

Enfin, et particulièrement en temps de crise, la lutte pour la défense et l'expansion, le refinancement et la renationalisation des services publics est fondamentale. Il serait erroné de croire que la privatisation des services publics et des différents secteurs étatisés soit une négation du monopole naturel. Il ne s'agit pas d'un désinvestissement de l'État, mais plutôt d'une redistribution des rôles où l'État assume les pertes et permet aux monopoles, aux banques et aux grands trusts privés de récolter les profits.

Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'État ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'État moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'État des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'État sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'approcher de la solution.

Cette solution peut consister seulement dans le fait que la nature sociale des forces productives modernes est effectivement reconnue, que donc le mode de production, d'appropriation et d'échange est mis en harmonie avec le caractère social des moyens de production. Et cela ne peut se produire que si la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne. Ainsi, les producteurs font prévaloir en pleine conscience le caractère social des moyens de production et des produits, qui se tourne aujourd'hui contre les producteurs eux-mêmes, qui fait éclater périodiquement le mode de production et d'échange et ne s'impose que dans la violence et la destruction comme une loi de la nature à l'action aveugle; dès lors, de cause de trouble et d'effondrement périodique qu'il était, il se transforme en un levier puissant entre tous de la production elle-même.

Les forces socialement agissantes agissent tout à fait comme les forces de la nature: aveugles, violentes, destructrices tant que nous ne les connaissons pas et ne comptons pas avec elles. Mais une fois que nous les avons reconnues, que nous en avons saisi l'activité, la direction, les effets, il ne dépend plus que de nous de les soumettre de plus en plus à notre volonté et d'atteindre nos buts grâce à elles. Et cela est particulièrement vrai des énormes forces productives actuelles.

Tant que nous nous refusons obstinément à en comprendre la nature et le caractère, - et c'est contre cette compréhension que regimber le mode de production capitaliste et ses défenseurs, - ces forces produisent tout leur effet malgré nous, contre nous, elles nous dominent, comme nous l'avons exposé dans le détail. Mais une fois saisies dans leur nature, elles peuvent, dans les mains des producteurs associés, se transformer de maîtresses démoniaques en servantes dociles. C'est là la différence qu'il y a entre la force destructrice de l'électricité dans l'éclair de l'orage et l'électricité domptée du télégraphe et de l'arc électrique, la différence entre l'incendie et le feu agissant au service de l'homme. En traitant de la même façon les forces productives actuelles après avoir enfin reconnu leur nature, on voit l'anarchie sociale de la production remplacée par une réglementation socialement planifiée de la production, selon les besoins de la communauté comme de chaque individu; ainsi, le mode capitaliste d'appropriation, dans lequel le produit asservit d'abord le producteur, puis l'appropriateur lui-même, est remplacé par le mode d'appropriation des produits fondé sur la nature des moyens modernes de production eux-mêmes: d'une part, appropriation sociale directe comme moyen d'entretenir et de développer la production, d'autre part, appropriation individuelle directe comme moyen d'existence et de jouissance.

D'une part, donc, le mode de production capitaliste est convaincu de sa propre incapacité de continuer à administrer ces forces productives. D'autre part, ces forces productives elles-mêmes poussent avec une puissance croissante à la suppression de la contradiction, à leur affranchissement de leur qualité de capital, à la reconnaissance effective de leur caractère de forces productives sociales.

C'est cette réaction des forces productives en puissance croissante contre leur qualité de capital, c'est cette nécessité grandissante où l'on est de reconnaître leur nature sociale, qui obligent la classe des capitalistes elle-même à les traiter de plus en plus, dans la mesure tout au moins où c'est possible à l'intérieur du rapport capitaliste, comme des forces de production sociales. La période industrielle de haute pression, avec son gonflement illimité du crédit, aussi bien que le krach lui-même, par l'effondrement de grands établissements capitalistes, poussent à cette forme de socialisation de masses considérables de moyens de production qui se présente à nous dans les différents genres de sociétés par actions. Beaucoup de ces moyens de production et de communication sont, d'emblée, si colossaux qu'ils excluent, comme les chemins de fer, toute autre forme d'exploitation capitaliste. Mais, à un certain degré de développement, cette forme elle-même ne suffit plus; les gros producteurs nationaux d'une seule et même branche industrielle s'unissent en un «trust», union qui a pour but la répartition de la production; ils déterminent la quantité totale à produire, la répartissent entre eux et arrachent ainsi le prix de vente fixé à l'avance. Mais comme ces trusts, en général, se disloquent à la première période de mauvaises affaires, ils poussent précisément par-là à une socialisation encore plus concentrée; toute la branche industrielle se transforme en une seule grande société par actions, la concurrence intérieure fait place au monopole intérieur de cette société unique; c'est ce qui est arrivé encore en 1890 avec la production anglaise de l'alcali qui, après fusion des 48 grandes usines sans exception, est maintenant dans les mains d'une seule société à direction unique, avec un capital de 120 millions de marks.

Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche. Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes. Mais, ici, l'exploitation devient si palpable qu'il faut qu'elle s'effondre. Pas un peuple ne supporterait une production dirigée par des trusts, une exploitation à ce point cynique de l'ensemble par une petite bande d'encaisseurs de coupons.

Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'État, en prenne la direction. La nécessité de la transformation en propriété. Car ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de communication sont réellement trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité 49 d'État apparaît d'abord dans les grands organismes de communication: postes, télégraphes, chemins de fer.

Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'État montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin. Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant assurées par des employés rémunérés. Le capitaliste n'a plus aucune activité sociale hormis celle d'empocher les revenus, de détacher les coupons et de jouer à la Bourse, où les divers capitalistes se dépouillent mutuellement de leur capital. Le mode de production capitaliste, qui a commencé par évincer des ouvriers, évince maintenant les capitalistes et, tout comme les ouvriers, il les relègue dans la population superflue, sinon dès l'abord dans l'armée industrielle de réserve.

